Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

Israël: De la propagande

Première partie

Par René Naba
Mondialisation.ca, 10 janvier 2011
Le blog de René Naba 10 janvier 2011

Région : Moyen-Orient et Afrique du Nord
Thème: Politique et religion
Analyses: LA PALESTINE

Ce papier est dédié à Monseigneur Hilarion Capucci, ancien Archevêque Grec catholique de Jérusalem (1), et à Mgr Cyrille Salim Bustros, Archevêque de Newton (Etats-Unis), porte parole du Synode des Eglises d'Orient, deux prélats Melkites qui ont maintenu vivace, au sein du clergé arabe, la revendication nationale palestinienne, bravant les foudres israéliennes et les pulsions mortifères de la frange xénophobe de l'Islam irrédentiste.

La capitulation de Barack Obama, président de la première puissance militaire de la planète, devant le premier ministre israélien Benyamin Netanyahu, sur les conditions de déroulement des négociations de paix israélo-palestiniennes, la pression permanente exercée par Israël sur les Etats-Unis et l'Europe, tant en ce qui concerne la neutralisation du potentiel nucléaire iranien que sur les conclusions de l'enquête internationale du Tribunal Spécial sur le Liban concernant l'assassinat de l'ancien premier ministre Rafic Hariri, illustrent la prédominance du fait israélien dans la détermination de la diplomatie occidentale, au point de brider sa marge de manœuvre, entraînant, par contre coup, sa perte d'autonomie; Un fait qui explique une part du rejet occidental dans la sphère arabo musulmane.

L'auteur de ces lignes revient, dans une série de trois papiers, sur les ressorts de cette prééminence israélienne, comme en témoignent les révélations du site en ligne WikiLeaks du 1er décembre 2010.

I – Du bon usage de la Bible :

La terre promise, le peuple élu et la controverse théologique avec l'Eglise d'Orient.

Le génocide juif n'est pas l'unique génocide du XX me siècle, ni le premier, redoutable honneur tristement revendiqué par les Arméniens de Turquie, ni le dernier (Cambodge et Rwanda 1995), ni l'unique génocide de l'histoire de l'humanité, ni le plus important, un titre qui peut être légitimement revendiqué, de par sa durée, par les Amérindiens d'Amérique et par l'Afrique, au point de constituer, par leur ampleur, non un génocide, mais un véritable sociocide, un anéantissement de la société indigène.

Unique pays au monde, avec le Kosovo, à avoir été crée par une décision de l'ONU, Israël est aussi l'unique pays au monde à refuser de se soumettre au contrôle de la légalité internationale, un des trois pays au monde à avoir assassiné un dirigeant de premier plan

de l'ONU, en mission de paix en Palestine, le comte Folk Bernadotte, un acte qui vaut à Israël d'être qualifié par le politologue américain Jeremy R. Hammond d'«Etat voyou» et les assassins de l'émissaire de l'ONU, de «terroristes sionistes» (2).

Un pays spécialiste du jeu de billards à trois bandes, qui compte à son passif un lourd bilan, en termes de déstabilisation régionale, comme en témoignent les attentats antioccidentaux et antijuifs contre l'Egypte nassérienne dans la décennie 1950 (Affaire Lavon), les attentats antisémites en Irak commis par le Mossad pour forcer au départ les juifs irakiens (affaire Shulamit Cohen), dans la décennie 1960, ou encore les raids répétitifs et les assassinats extrajudiciaires tant en Palestine, qu'au Liban, dans la période 1970-2000, ou enfin, le déploiement d'un important réseau d'agents, y compris au sein du commandement de l'armée, doublé du noyautage du réseau des télécommunications libanais.

Si la question juive revêt, toutefois, une importance particulière dans la sphère occidentale, particulièrement en Europe, c'est principalement en raison du fait que les deux pays qui passaient pour les plus civilisés de l'époque -l'Allemagne et la France- ont massacré leurs propres concitoyens du fait de leur origine ethnico religieuse. Mais, osons l'affirmation, si les Juifs avaient été des Iroquois d'Amérique du Nord, des Guaranis d'Amérique latine, des Bassas Bamilékés, des Songhaïs ou des Soninkés d'Afrique, voire même des Arabes, particulièrement des Palestiniens, gageons que l'Occident n'aurait jamais sanctuarisé ce problème.

L'orchestration d'une concurrence mémorielle sur des sujets de grandes souffrances ne relève pas de la victimologie. Elle révèle la pathologie de leur auteur. N'en déplaise, en effet, aux nombreux intellectuels de cour qui gravitent dans l'orbite du pouvoir, les trois grandes figures tutélaires du XX me siècle pour leur contribution à la morale universelle auront été, faut-il le rappeler, trois personnalités du tiers monde colonisé, le Mahatma Gandhi (Inde), Nelson Mandela (Afrique du Sud), et, pour l'espace francophone, le Martiniquais Aimé Césaire, trois apôtres de la non-violence, une consécration qui retentit comme un camouflet pour les pays occidentaux avec leur cortège de nazisme, de fascisme, de totalitarisme et d'esclavagisme.

Mais le fait est que le primat d'Israël conditionne le discours politique occidentale, tant en en raison de la responsabilité des grands pays européens dans le massacre de leurs compatriotes de confession juive, dans une sorte de solidarité expiatoire, que de l'activisme d'un important groupe de pression pro israélien dans un pays, les Etats-Unis, qui se trouve être la puissance majeure de l'époque contemporaine et chef de file du camp occidental.

Sauf à considérer l'intégrisme juif plus soluble dans la démocratie que l'intégrisme musulman, comment expliquer, sinon, cette dualité de comportement à l'égard des principaux protagonistes du conflit israélo-arabe. Se féliciter de la propulsion au pouvoir de la frange la plus radicale de l'extrême droite israélienne et ostraciser les formations paramilitaires arabes ou islamistes, alors que tant le Likoud que le Hamas ne prévoient pas dans leur charte, le premier, la reconnaissance de la Palestine, et le second, Israël, et que les «Fous de Yahvé» auront épinglé sur leur tableau de chasse l'ancien premier ministre, Itzhak Rabin, le négociateur des accords israélo-palestiniens d'Oslo, signe patent d'une volonté de paix, une cible qu'aucun intégriste palestinien, arabe ou musulman, n'aurait jamais rêvé d'atteindre Israël représente, en effet, le 3me pays par ordre d'importance en terme de couverture médiatique, derrière les Etats-Unis (300 millions d'habitants) et la Chine (1,5 milliards d'habitants). Malgré les conditions de sa naissance controversée, Israël a réussi à occuper le devant de la scène médiatique, captant constamment l'attention de

l'opinion occidentale, réussissant le tour de force de placer sur la défensive tous ses contradicteurs, les Européens, naturellement, assignés à un complexe de culpabilité éternel du fait du génocide hitlérien, les Américains, par instrumentalisation d'un important groupe de pression pro israélien animé d'une volonté de domination hégémonique sur la zone pétrolifère du Moyen orient, le Monde arabe, enfin, par son indigence à maîtriser les techniques de communication de la guerre psychologique moderne, doublée d'un défaut d'un argumentaire accessible à l'opinion occidentale, principal champ de bataille de l'opinion internationale, quand bien même il dispose de considérables atouts, les conditions historiques de la naissance de l'Etat juif, ainsi que le palmarès du tiers monde au titre de la morale universelle.

Au-delà de la présence d'un fort lobby pro israélien, la synergie entre Israël et les Etats Unis repose sur de fortes similitudes présidant aux conditions historiques de la formation de leur Etat. Une démarche identique, un processus similaire, un langage synchrone, un messianisme idéologique commun, un partenariat stratégique hors du commun, la spoliation, enfin, comme ciment fondateur de leur état respectif, un fait attesté tant par des acteurs majeurs du projet sioniste que par des sommités intellectuelles incontestables.

«Si j'étais un dirigeant arabe, je ne signerai jamais un accord avec Israël. C'est normal: Nous avons pris leur pays. Il y a eu l'antisémitisme, les Nazis, Hitler, Auschwitz, mais était-ce leur faute ? Ils ne voient qu'une seule chose: Nous sommes venus et nous avons volé leurs terres. Pourquoi devraient-ils accepter cela?», relèvera David Ben Gourion, le premier chef du gouvernement israélien, le 18 juillet 1948, dans les semaines qui suivirent la déclaration unilatérale d'indépendance de l'Etat Hébreu (3). Pour la première fois dans l'histoire, «une nation promet solennellement à une autre (nation en gestation) le territoire d'une troisième nation», renchérira, comme en écho, Arthur Koestler, auteur hongrois anticommuniste philo sioniste (4).

Autrement dit, une fraction de la Palestine est promise aux Juifs non pour les dédommager des atrocités commises à leur égard par les Palestiniens ou les Arabes, mais en compensation des persécutions qu'ils ont eu à subir en Europe. En somme, comme cela se dit vulgairement, c'est à dire dans le langage populaire, «on les dédommage sur le dos de la bête».

«Ma perception de la conjoncture israélienne reste subordonnée à une autre à laquelle je suis encore plus sensibilisée; celle qui se produisit il y a quelques siècles, de l'autre côté du monde, quand d'autres persécutés et opprimés vinrent s'établir sur des terres occupées depuis des millénaires par des peuples plus faibles encore et qu'ils s'empresseront d'évincer. Je ne puis évidemment pas ressentir comme une blessure fraîche à mon flanc la destruction des Peaux Rouges et réagir à l'inverse quand les Arabes Palestiniens sont en cause», déclarera dans un mémorable rappel à l'ordre à tous les activistes sionistes, l'anthropologue Claude Lévi-Strauss, dans son ouvrage «Tristes tropiques». Accablant constant qui se passe de commentaires.

La position de l'Eglise d'Orient

Le retour à Sion, la terre promise au peuple élu: Pour la première fois dans le débat public international, l'Eglise d'Orient a mis en question le bien fondé théologique de la mise en œuvre de la notion de «terre promise» pour « justifier le retour des juifs en Israël et l'expatriation des Palestiniens » (5).

Sujet tabou s'il en est, cette position a été affirmée par Mgr Cyrille Salim Bustros, Archevêque de Newton (Etats-Unis) à l'occasion du synode des Eglises d'Orient, qui est tenu du 14 au 24 octobre 2010, au Vatican. Les évêques et patriarches orientaux y affirment qu'il « n'est pas permis de recourir à des positions bibliques et théologiques pour en faire un instrument pour justifier les injustices ».

« Pour nous, chrétiens, on ne peut plus parler de Terre promise au peuple juif », terme qui figure dans l'Ancien testament, car cette « promesse » a été « abolie par la présence du Christ ». Après la venue du Jésus, « nous parlons de Terre promise comme étant le royaume de Dieu », qui couvre la Terre entière, et est un « royaume de paix, d'amour, d'égalité (et) de justice », a ajouté le prélat, s'exprimant en sa qualité de président grec melkite catholique de la commission pour le message du synode pour le Moyen-Orient.

Ce synode est le premier synode de l'histoire de la chrétienté qui se tient au Vatican, en présence des représentants de l'Islam et du Judaïsme.

Les Chrétiens d'Orient sont les Chrétiens originels, les Chrétiens des origines de la chrétienté. Leur nombre serait de l'ordre de 13 millions de personnes, soit la population du Benelux, vivant aujourd'hui au Proche-Orient, en Turquie et en Iran et autant dans les pays de la diaspora en Amérique du nord, en Amérique latine, en Australie et en Europe occidentale, soit un total de 26 millions de personnes. Selon les estimations les plus généralement admises, le Liban compterait environ 30% de chrétiens, la Syrie 10%, la Jordanie 2%, l'Irak 3%, la Palestine 2%, l'Egypte 8%, Israël enfin 10% essentiellement des Arabes israéliens, un borborygme qui désigne les Palestiniens porteurs de la nationalité israélienne.

Véritable électrochoc, cette déclaration inhabituelle tant sur le fond que sur la forme, en tout cas dans les sphères occidentales a été accueillie par un silence glacial par les élites politiques et intellectuelles occidentales, tétanisées par le fait juif, entraînant une réplique du Centre Simon Wiesentahl accusant son auteur d' «antisémitisme». La controverse suscitée à propos de cette déclaration épiscopale témoigne de la sensibilité du sujet.

Mais, au-delà des considérations bibliques et des justifications morales, l'impératif stratégique a prévalu dans la création d'Israël au Moyen orient. Une entité occidentale au coeur du Monde arabe à l'intersection de sa rive asiatique et de sa rive africaine, scellait la rupture définitive de la continuité territoriale de l'espace national arabe, la rupture du point d'articulation entre la voie continentale et la voie maritime de la «Route des Indes», la voie marchande des caravanes reliant le couloir syro-palestinien à son prolongement égyptien, une rupture stratégique du continuum au point de confluence des voies d'eau arabes (le Jourdain, le Yarmouk, le Hasbani et le Zahrani) et de ses gisements pétroliers, source de sa richesse, de son décollage économique et de sa puissance future.

Autrement dit, le «Foyer National Juif» s'est déployé en Palestine, précisément, et non à Madagascar ou en Argentine comme cela était prévu dans le projet originel pour l'évidente raison que la mise en place de cette entité occidentale au cœur du Monde arabe répondait avant tout à un géotropisme permanent des puissances coloniales: le verrouillage de l'espace arabe au prétexte de la liberté de navigation et de la sécurité de la route des Indes: Gibraltar, le Canal de Suez, l'Ile de Massirah, la côte des pirates auront ainsi tout au long de l'histoire moderne constitué autant de jalons de l'expansion européenne, autant de places fortes de garnison et de vigiles de l'Empire britannique.

Le choix de la Palestine s'est fait en vertu du principe de la vacuité géographique. L'habillage idéologique à cette entreprise de prédation se résumait par ce slogan «Un peuple sans terre pour une terre sans peuple». Un slogan mystificateur car il revenait à nier l'existence d'une population dont les ancêtres s'étaient frotté victorieusement aux Croisés, en Palestine. Nier l'existence d'une civilisation, marquée par une économie agricole réputée pour son huile, ses vins, le vin de Latroun, ses agrumes, les oranges de Jaffa célèbre dans l'ensemble de la Méditerranée, bien avant la fertilisation du désert par les vaillants Kibboutzim, autre mystification de la légende sioniste.

La notion de vacuité s'est depuis lors déclinée dans toutes ses variantes. De la vacuité géographique nous sommes ainsi passés à la vacuité culturelle puis à la vacuité politique, enfin à la vacuité stratégique du monde.

La vacuité culturelle: La Palestine a été décrétée en situation de vacuité par application de la théorie de Metternich, «le Res Nullus», tout simplement parce qu'elle a eu la mauvaise idée de se situer du mauvais côté de la frontière et de l'imperium européen. «En dehors des frontières de la civilisation, il était loisible d'insérer librement, au milieu des populations plus ou moins arriérées –et non contre elles- des colonies européennes qui ne pouvaient être que des pôles de développement». Autrement dit, la Palestine n'était pas un territoire vide démographiquement, mais culturellement, vide d'une sorte de vacuité culturelle, car ne répondant pas au standard européen. Près de cent ans plus tard, l'Irak était, à son tour, frappé de «vacuité politique», qu'il importait de lui appliquer la démocratie américaine, avec les déplorables conséquences que l'on constate quotidiennement sur le terrain.

Au plan politique, la théorie de la vacuité palestinienne s'applique d'ailleurs d'une manière discontinue depuis 1948 sur le plan politique. L'absence de progrès dans la recherche de la paix a toujours été imputée à l'absence de volonté de paix chez les Arabes, ce qui a été vrai un certain temps, mais qui n'est plus vrai depuis 1982 (adoption du plan de Fès Maroc), et surtout à l'absence d'interlocuteurs palestiniens, ce qui n'a jamais été vrai.

Le bestiaire israélien est riche pour désigner les arabes «des «animaux à quatre pattes», aux «cafards», sans que cette débauche de xénophobie ne suscite la moindre protestation dans les chancelleries occidentales, sans que les Palestiniens soient identifiés pour eux mêmes, pour ce qu'ils sont, des Palestiniens, les habitants originels de la Palestine, quand ils ne sont pas qualifiés de «terroristes», ils sont tour à tour, arabes israéliens ou habitants des territoires (lesquels?) ou alors, selon leur appartenance communautaire ou ethnique (druzes, bédouins) jamais arabes palestiniens ou tout simplement palestiniens.

Pour lire la deuxième partie : cliquez ici.
Pour lire la troisième partie : cliquez ici.

Références

1- Mgr Hilarion Capucci, ancien Archevêque Grec Catholique de Jérusalem, a été emprisonné pendant 2 ans (1974-1976) par Israël pour son soutien à la cause palestinienne. Né en 1922 à Alep (Nord Syrie), Mgr Capucci, malgré son âge avancé, a participé au mouvement international de soutien pour la levée du Blocus de Gaza. Il se trouvait à bord du bateau turc MV Mavi Marmara , pris d'assaut par la marine israélienne en Mai 2010, alors que la flottille humanitaire tentait de briser le blocus naval de l'enclave palestinienne.

2 – Affaire Bernadotte: L'un des actes les plus notoires du terrorisme israélien a eu lieu en

1948 quand des forces juives, membres de la faction LEHI (aussi connue comme le groupe Stern) ont assassiné le comte Suédois Folk Bernadotte, médiateur appointé par l'ONU. Bernadotte a été tué le 17 septembre 1948, au lendemain de sa présentation de son second plan de médiation qui réclamait notamment le rapatriement et des dédommagements pour les réfugiés palestiniens, dont le sort constituait un des points de discorde entre Israël et les Etats-Unis. A la présentation de son rapport, les Israéliens avaient déjà expulsé plus d'un demi million de Palestiniens hors de chez eux. Les deux autres attentats contre des émissaires de l'ONU ont eu Lieu, le premier, au Congo contre Dag Hammarskjöld, Secrétaire Général en fonction à l'époque, (1953-1961), le 18 septembre 1961, et, en Irak, contre le siège de l'ONU, le 19 Août 2003, provoquant la mort d'une vingtaine de personnes, dont le chef de la mission, le brésilien Sergio Vieira de Mello. Jeremy Hammond énumère soixante dix neuf (79) résolutions internationales qu'Israël viole ou se refuse à appliquer, au terme d'une étude, publiée dans «Foreign Policy», couvrant 61 ans de vie diplomatique, la période allant de 1948, -(résolution 57 du 18 septembre 1948 adoptée par le Conseil de sécurité de l'ONU dans la foulée de l'assassinat par les Israéliens du Comte Bernadotte, médiateur du conflit entre juifs et arabes), à 2009 avec la résolution 1860 du 8 janvier 2009 concernant la destruction de Gaza.

3-Cf. «Israël et ses tribus: l'Etat Hébreu fête ses 60 ans»-Courrier international N° 913 du 30 Avril au 6 Mai 2008

4- «Les cent clés du Moyen-orient» Alain Gresh et Dominique Vidal -Edition de l'Atelier

À propos chrétiens d'Orient cf.:

Le singulier destin des Chrétiens d'orient Part 1/2

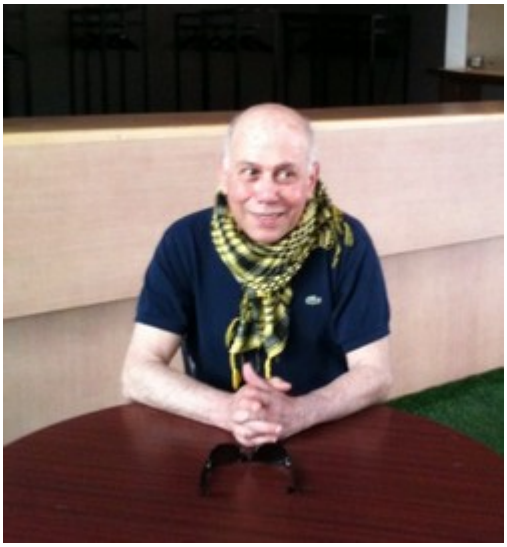
Le singulier destin des chrétiens d'orient Part 2/2

Déclaration du Synode/Moyen-Orient: Israël ne peut s'appuyer sur la Bible pour justifier l'occupation (AFP- 23 octobre 2010). Déclaration de l'Archevêque de Newton (Etats-Unis) Mgr Cyrille Salim Bustros, président Grec Melkite Catholique de la commission pour le message du synode pour le Moyen-Orient.

CITE DU VATICAN- Israël ne peut pas s'appuyer sur le terme de « Terre promise » figurant dans la Bible pour « justifier le retour des juifs en Israël et l'expatriation des Palestiniens ». « On ne peut pas se baser sur le thème de la Terre promise pour justifier le retour des juifs en Israël et l'expatriation des Palestiniens ». Les évêques et patriarches orientaux affirment qu'il « n'est pas permis de recourir à des positions bibliques et théologiques pour en faire un instrument pour justifier les injustices ». « Pour nous, chrétiens, on ne peut plus parler de Terre promise au peuple juif », terme qui figure dans l'Ancien testament, car cette « promesse » a été « abolie par la présence du Christ ». Après la venue du Jésus, « nous parlons de Terre promise comme étant le royaume de Dieu », qui couvre la Terre entière, et est un « royaume de paix, d'amour, d'égalité (et) de justice ». « Il n'y a plus de peuple préféré, de peuple choisi, tous les hommes et toutes les femmes de tous les pays sont devenus le peuple choisi », a ajouté le prélat. Le prélat Il a par ailleurs mis en avant deux problèmes dans la solution préconisée par la communauté internationale et le Vatican d'instituer un Etat juif et un Etat palestinien pour résoudre le conflit au Proche-Orient.

Dans le cadre d'un Etat juif, il s'est inquiété du risque d'exclusion « d'un million et demi de citoyens israéliens qui ne sont pas juifs mais arabes musulmans et chrétiens ». Pour lui, il

vaudrait mieux parler d' »un Etat à majorité juive ». La question du « retour des déplacés palestiniens » est « aussi très grave », a-t-il ajouté. « Quand on va créer deux Etats, il va falloir résoudre ce problème », a affirmé Mgr Bustros.



René Naba *: Ancien responsable du monde arabo-musulman au service diplomatique de l'Agence France Presse, ancien conseiller du Directeur Général de RMC/Moyen orient, chargé de l'information, est l'auteur notamment des ouvrages suivants : —« Liban: chroniques d'un pays en sursis » (Éditions du Cygne); « Aux origines de la tragédie arabe »-Editions Bachari 2006.; « Du bougnoule au sauvageon, voyage dans l'imaginaire français »-Harmattan 2002. « Rafic Hariri, un homme d'affaires, premier ministre » (Harmattan 2000); « Guerre des ondes, guerre de religion, la bataille hertzienne dans le ciel méditerranéen » (Harmattan 1998); « De notre envoyé spécial, un correspondant sur le théâtre du monde », Editions l'Harmattan Mai 2009.*

La source originale de cet article est Le blog de René Naba
Copyright © René Naba, Le blog de René Naba, 2011

Articles Par : René Naba

A propos :

Journaliste-écrivain, ancien responsable du Monde arabo musulman au service diplomatique de l'AFP, puis conseiller du directeur général de RMC Moyen-Orient, responsable de l'information, membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme et de l'Association d'amitié euro-arabe. Auteur de "L'Arabie saoudite, un royaume des ténèbres" (Golias), "Du Bougnoule au sauvageon, voyage dans l'imaginaire français" (Harmattan), "Hariri, de père en fils, hommes d'affaires, premiers

ministres (Harmattan), “Les révolutions arabes et la malédiction de Camp David” (Bachari), “Média et Démocratie, la captation de l’imaginaire un enjeu du XXIme siècle (Golias). Depuis 2013, il est membre du groupe consultatif de l’Institut Scandinave des Droits de l’Homme (SIHR), dont le siège est à Genève et de l’Association d’amitié euro-arabe. Depuis 2014, il est consultant à l’Institut International pour la Paix, la Justice et les Droits de l’Homme (IIPJDH) dont le siège est à Genève. Depuis le 1er septembre 2014, il est Directeur du site Madaniya.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l’utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca